

## **Reconduire la grève à compter du 15 mars pour grossir les rangs des secteurs en lutte contre cet inacceptable choix de société !**

Toulouse, le 13 mars 2023

**La manifestation du 7 mars, quelle que soit la source des chiffres de manifestants que l'on prenne en compte, est la plus massive depuis 61 ans, début du comptage officiel.** Pour autant, le gouvernement reste sourd à la revendication de retrait de cette contre-réforme des retraites soutenue par 80 % de la population.

Les secrétaires des huit organisations syndicales et des organisations de jeunesse ont demandé une audience en urgence au président de la République. Macron continue à afficher son mépris envers les représentants des salariés, qu'il n'a jamais reçu depuis son arrivée au pouvoir en 2017.

### **Face à ce mépris, opposons notre détermination !**

La semaine qui vient de s'écouler marque l'entrée dans la grève reconductible de nombreux secteurs : SNCF, RATP, ENEDIS, raffineries, éboueurs... Chacun aura noté également l'irruption dans le combat de la jeunesse lycéenne et étudiante (présence plus massive dans les cortèges, 30 universités bloquées...).



La CGT Finances publique 31 a considéré que, face au bras d'honneur de Macron, nous ne pouvons répondre seulement par une manifestation tous les dix jours. **Les secteurs professionnels en pointe des luttes depuis quelques années l'ont**

**clairement signifié au monde du travail, ce combat contre le laminage de nos retraites ne doit pas se faire par procuration.**

Dans le camp d'en face, la petite musique des media au service du grand patronat (puisqu'ils sont entre ses mains) commence à distiller que le pays n'est pas vraiment « à l'arrêt », que la population se résigne et commence à s'agacer des blocages et de la possible pénurie d'essence. La dure réalité des salarié.e.s de notre pays est un pouvoir d'achat en chute libre du fait de l'inflation et des conditions de travail qui se dégradent quels que soient les secteurs. Pour autant, la majorité de la population continue à ne pas accepter cette réforme injuste et l'affirme haut et fort par la grève et dans les manifestations depuis janvier, à des niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis longtemps.

**À l'heure où le sénat, dans la droite ligne du débat accéléré à l'Assemblée nationale, vient de voter la « réforme » après mise en place du vote bloqué, il nous semble indispensable de mettre en débat, dès aujourd'hui, dans les assemblées générales, la reconduction de la grève à compter de mercredi 15 mars, date du prochain appel national de l'intersyndicale, avec l'objectif de faire monter le rapport de force et contribuer plus fortement aux actions de nature à contraindre le gouvernement à retirer sa « réforme ».**

Nous proposerons également au débat la mise en place d'une caisse de solidarité pour que chacun puisse, à la mesure de ses moyens, soutenir les agents qui veulent s'engager dans la reconduction de la grève.

## **Soyons déterminés, soyons nombreux, ils finiront par céder !**

L'équation qui se pose à nous est assez simple : la perte d'un certain nombre de journées de salaire à mettre en balance avec l'assurance de devoir travailler 730 journées supplémentaires à la fin de nos carrières, dans les conditions dégradées que nous connaissons tous et toutes, que les projets dans les tuyaux de la DGFIP ne vont évidemment pas améliorer.

Les multiples publications qui ont fleuri depuis le début de l'année ont permis à tout un chacun de vérifier que cette « réforme » n'est indispensable que pour ceux qui veulent que les travailleurs qui créent la richesse du pays continuent à produire plus longtemps, perçoivent des retraites moins élevées et profitent le moins longtemps possible de leur improductive retraite. Chacun aura également pu lire ici ou là que des solutions de financement alternatives existent et permettrait même de conquérir une retraite à 60 ans (celle de la CGT sont disponible ici : <https://analyses-propositions.cgt.fr/financement-des-retraites>)

Le gouvernement Macron / Borne a fait le choix de s'asseoir sur la démocratie. Après avoir utilisé à dix reprises l'article 49-3 pour imposer diverses réformes et multiplié les attaques contre les salarié·e·s et les services publics de notre pays (ordonnances travail, retraite par points, « réforme » de l'assurance chômage, loi de transformation de la Fonction publique...), il a fait le choix d'utiliser une nouvelle fois les institutions bonapartistes de la V<sup>ème</sup> République pour saccager nos retraites au Sénat et n'hésitera pas à utiliser un nouveau 49-3 à l'Assemblée s'il sent que le vote n'est pas acquis.

Nous nous sommes mobilisé·e·s dans la rue à sept reprises depuis le 19 janvier et, pour le moment, rien n'a bougé au niveau du gouvernement. L'élévation du rapport de force avant la fin du temps parlementaire est indispensable, ce qui ne signifie pas que l'adoption éventuelle du texte mettra un terme à la mobilisation.

**La CGT appellera à participer aux journées de grève et de manifestation nationale mais estime, comme l'intersyndicale dans un certain nombre de secteurs, que le combat doit s'intensifier par la reconduction de la grève pour parvenir au retrait de la réforme. Les salarié·e·s des secteurs en grève reconductible ne sont pas payés davantage que nous, agent des Finances publiques. Ne les laissons pas seul·e·s pour défendre nos retraites ! À compter de mercredi, décidons collectivement de mener le combat tous ensemble !**

Nous vous donnons donc rendez-vous dans les assemblées générales dès ce midi pour décider collectivement des suites de ce mouvement. La CGT boycottera le dialogue social si le directeur général ne donne pas suite à la demande de report du dialogue social. En effet, il n'est pas question pour nous de nous asseoir, en cette période où le conflit est appelé à être durci par toutes les OS nationales contre cette « réforme » inique, à la table de ceux qui nous dirigent.

Celui qui combat  
peut perdre,  
mais celui  
qui ne combat pas  
a déjà perdu.

**Bertolt Brecht**



## **Ne lâchons rien pour ne rien regretter !**

---

**Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne**

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

[cgt.drfip31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drfip31@dgfip.finances.gouv.fr)

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgtfinancespubliques31](https://www.facebook.com/cgtfinancespubliques31), Twitter [@CGTfip31](https://twitter.com/CGTfip31)